

*à Monsieur Robinson
souvenez vous en
C. Gide*

REVUE
D'ÉCONOMIE POLITIQUE

FONDATEURS :

Charles GIDE, Alfred JOURDAN †, Edmond VILLEY.

ABONNEMENT ANNUEL :

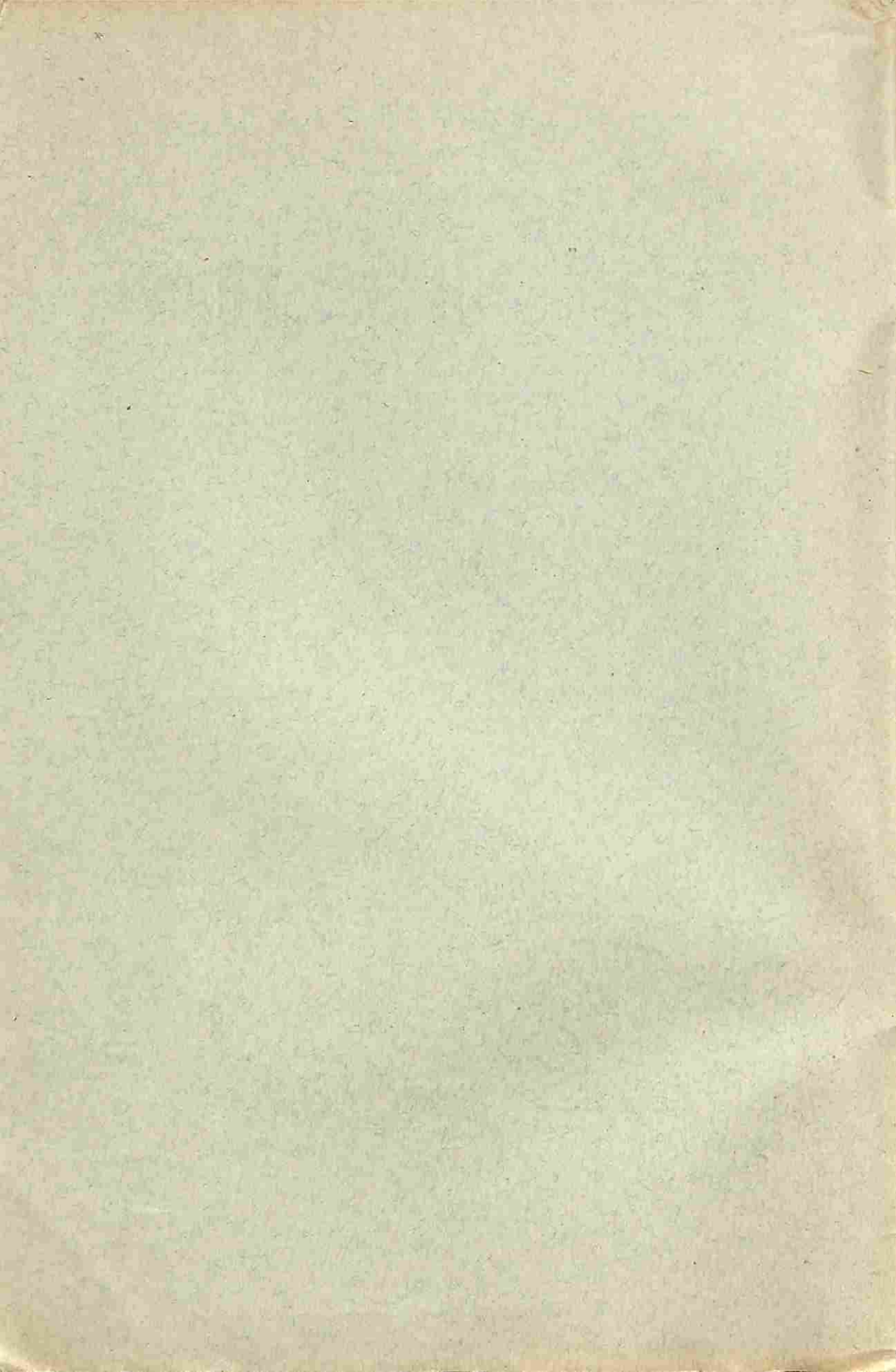
FRANCE : 20 francs. — ÉTRANGER : 21 francs

Prix de l'année complète : 25 francs.

De la nécessité pour la France
d'accroître sa production
Par Charles GIDE

LIBRAIRIE
DE LA SOCIÉTÉ DU
RECUEIL SIREY
Avec M^{me} LAROSE ET FORGEL
LÉON TENIN, Directeur
22, Rue Soufflot, PARIS-5^e

1916



REVUE D'ÉCONOMIE POLITIQUE

DE LA NÉCESSITÉ POUR LA FRANCE D'ACCROITRE SA PRODUCTION ¹

I

Au fur et à mesure que la guerre se prolonge et que la cataracte des milliards continue à se précipiter, à raison de 80, 100 ou 125 millions par jour, pour chacun des pays belligérants, on se demande naturellement avec une anxiété croissante comment ils réussiront à remonter un tel abîme : je ne me place qu'au point de vue économique et financier.

On se le demande tout particulièrement pour un de ces pays, pour la France, qui supporte, on peut bien le dire, le plus fort de la lutte et qui pour se relever n'aura à compter ni, comme l'Angleterre, sur une force d'expansion commerciale restée presque intacte, ni, comme la Russie, sur les réserves de terre inépuisables de son immense Empire, ni, comme l'Allemagne, sur la fécondité d'une race prête à combler les vides sanglants de sa population.

Il est vrai que Stuart Mill, dans une page célèbre écrite il y a 70 ans, a rassuré les peuples sur les désastres économiques résultant des guerres et des grandes catastrophes en général, en expliquant qu'ils se réparaient d'eux-mêmes rapidement et en quelque sorte automatiquement, parce que tout ce qui est consommé, richesses et capitaux, était ni plus ni moins destiné à périr pour être reproduit (et hommes aussi, pourrait-on dire alors), et que la guerre ne fait que précipiter un peu le cours naturel des choses. Et cette prévision a semblé trouver une confirmation éclatante dans

¹ Leçon d'ouverture du cours d'Économie Sociale à la Faculté de Droit, novembre 1916.

la rapidité avec laquelle la France s'est relevée après la désastreuse guerre de 1870, à l'admiration du monde entier.

Mais si nous n'avions pour tout argument que la prévision optimiste de Stuart Mill, ou même que le précédent glorieux de notre pays, ils ne suffiraient pas pour nous rassurer. Les circonstances sont aujourd'hui bien différentes. Les charges léguées à la France par la guerre de 1870 ne s'élevèrent qu'à une quinzaine de milliards, y compris l'indemnité de 5 milliards à l'Allemagne, et il suffit pour les couvrir de voter 700 millions d'impôts nouveaux. Or, le ministre des Finances, lors du vote des crédits pour le premier trimestre de 1917 demandés ces jours-ci à la Chambre, a dit que depuis le début de la guerre jusqu'au 31 mars de l'année prochaine, la France aurait dépensé 72 milliards. En supposant que la guerre dure trois ans juste, soit jusqu'à fin juillet, ce serait quatre mois à ajouter à ce total, soit 11 milliards à ajouter à 72 milliards, ce qui ferait 83 milliards.

Il est vrai, quoiqu'on l'oublie généralement, que ces chiffres représentent les dépenses totales du budget, y compris les dépenses annuelles ordinaires, lesquelles s'élevaient avant la guerre à 5 ou 6 milliards par an, soit 15 à 18 milliards pour les trois années de la durée supposée de la guerre, et qui auraient été payés de toutes façons, même si la guerre n'avait pas eu lieu. Il faudrait donc les décompter, si l'on veut avoir le total des dépenses imputables à la guerre, ce qui l'abaisserait à 65 ou 68 milliards.

Mais, d'autre part, il faut remarquer que les revenus ordinaires du budget, qui auraient dû couvrir ces dépenses ordinaires, se sont trouvés notablement réduits, et cela précisément par le fait de la guerre. Les recouvrements, au cours de ces trois années, sont ou seront inférieurs de 3 ou 4 milliards aux revenus normaux, et ce déficit doit être ajouté au passif de la guerre, ce qui nous ramènera au chiffre global de 70 milliards environ.

Si, la guerre finie, on veut couvrir ces dépenses par un grand emprunt de consolidation, comme il se doit, l'État pourra ainsi se dispenser de rien payer en capital (merveille du crédit qui permet ainsi de dépenser 70 milliards sans avoir rien à rembourser!) mais il devra servir l'intérêt qui, au taux actuel de près de 6 p. 100 (exactement 5,72 p. 100, peut-être s'améliorera-t-il à la fin de la guerre si l'issue est telle qu'on la souhaite), sera exactement de 4 milliards, auxquels il faudra ajouter au moins 1 1/2, peut-être

2 milliards, de pensions aux invalides, veuves et orphelins, et de réparations aux habitants des régions envahies, ainsi que le Parlement en a pris l'engagement. Donc en tout 5 à 6 milliards — soit une charge annuelle égale et supérieure à l'indemnité de guerre de 5 milliards payés une fois pour toutes à l'Allemagne lors de la dernière guerre.

Le pays pourra-t-il supporter une telle surcharge, étant donné d'ailleurs qu'il supportait déjà avant la guerre un poids d'impôt supérieur à celui de tout autre pays proportionnellement à sa population? Le budget avant la guerre était de 5 milliards officiellement, en fait, près de 6 milliards; il se trouvera donc doublé et s'élèvera à 11 ou 12 milliards, sur lesquels près de 7 milliards d'intérêts de la dette publique, c'est-à-dire tout à fait improductifs. Un propriétaire qui aurait 12.000 francs de revenus, mais qui devrait payer annuellement 7.000 francs d'intérêts pour dette hypothécaire, se trouverait dans une bien fâcheuse situation, même dans la gêne.

En effet, il paraît certain que l'État, en tant qu'État, sortira très appauvri, très gêné, de la guerre¹ — ce n'est pas le moment de rechercher ici comment il pourra y remédier — mais si, au lieu de regarder à l'État, nous regardons au pays, c'est-à-dire si, au lieu de considérer seulement la situation financière, nous cherchons à apprécier la situation économique, alors celle-ci nous apparaîtra sous un jour moins sombre.

Que faudrait-il pour que le pays pût supporter sans en être appauvri une surcharge d'impôts de 5 à 6 milliards? Il faudrait et il suffirait qu'il augmentât sa production d'une valeur égale. Est-ce à lui demander un effort au-dessus de ses ressources?

Je ne le pense pas. La production annuelle de la France ou (c'est la même chose) la somme des revenus des Français est évaluée à 30 milliards en chiffre rond. Ce chiffre ne paraîtra certainement pas exagéré si l'on sait que le revenu de l'Angleterre est évalué à 60 milliards et celui de l'Allemagne à 50 milliards.

Il suffirait donc, pour compenser les charges de la guerre, que ce revenu de 30 milliards fût élevé à 35 ou 36 milliards, c'est-à-dire fût majoré du cinquième ou sixième; et je n'entends pas seulement

¹ A remarquer pourtant que la hausse des prix, qui se prolongera après la guerre, impliquera nécessairement une dépréciation égale de la monnaie, ce qui revient à dire que les milliards que l'État aura à payer ne représenteront plus une valeur égale à celle qu'ils représentaient naguère.

par là l'accroissement nominal qui résultera de la hausse des prix, mais un accroissement réel, quantitatif. Or, je prétends que le pays pourrait facilement fournir cet accroissement et qu'il lui suffirait de le vouloir.

*
* *

Certes! je n'oublie pas combien d'obstacles vont entraver la reprise de la production nationale et qui semblent interdire non seulement l'ambition d'un notable accroissement, mais même l'espoir de revenir de longtemps à son ancien niveau.

D'abord la nécessité, avant de se remettre au travail, de relever préalablement les ruines des régions envahies, de reconstituer l'outillage détruit, de se débrouiller dans l'inextricable confusion qui va suivre la cessation de la guerre en remettant chaque chose et chaque personne à sa place, comme le dit le titre spirituel d'un livre récent : « Pour remettre de l'ordre dans la maison ».

Puis et surtout l'impossibilité de remplacer les morts et les invalides. Combien? En France on n'a pas publié les chiffres, mais on a tout de même des renseignements plus ou moins approximatifs. Les Allemands ont eu l'idée ingénieuse de relever sur le *Journal Officiel* les décrets instituant les pensions pour veuves, orphelins, réformés, mutilés, etc. Il y a aussi des statistiques dressées par la Croix Rouge de Genève et par « la Société pour l'étude des conséquences de la guerre » de Copenhague. La première, il est vrai, ne publie rien officiellement, mais la seconde publie régulièrement ses évaluations. Pour la France, les chiffres donnés au mois d'août dernier, donc à la fin de la deuxième année de guerre, étaient de 885.000 tués et 634.000 invalides (nous n'avons pas à compter les blessés et les prisonniers puisqu'ils ne sont pas perdus pour le pays). Mais cinq mois se sont écoulés depuis et la guerre n'est pas finie. Si nous admettons qu'elle dure trois ans et que les pertes de la troisième année soient les mêmes que celles des deux premières, alors les chiffres ci-dessus deviendraient 1.327.000 tués et 951.000 invalides — en tout, 2.278.000 manquants au jour où il faudra reconstituer l'armée du travail. Or en France, il n'y a que 11 millions d'hommes (exactement 10.969.781 au recensement de 1911). Ce serait donc une perte de plus du cinquième.

Et remarquez que non seulement la perte est énorme quantitativement, mais elle est bien plus grande qualitativement, car la mobi-

lisation n'a pas porté jusqu'à présent sur les hommes âgés de plus de quarante-sept ans. Et même, tous ceux qui ont dépassé quarante ans, quoique mobilisés, ne sont pas généralement envoyés au feu, en sorte que les pertes portent presque exclusivement sur les hommes entre vingt et trente ou quarante ans, c'est-à-dire sur la population dans la force de l'âge; et encore ne portent-elles que sur ceux qui sont les plus robustes et les mieux portants puisque les autres sont réformés. Or la population masculine entre 20 et 40 ans ne comptait que 5.850.000 individus, sur lesquels sans doute il faut déduire au moins un quart de malingres (la proportion normale d'exemptés est de un tiers), ce qui finalement réduit le nombre des hommes adultes et valides à 4.400.000 environ. Cette catégorie de la population, qui représente la force vive du pays, se trouverait donc diminuée d'un peu plus de moitié.

Et ce n'est pas tout! A la guerre la mort ne frappe pas également toutes les classes et toutes les professions. Les employés des grands services publics, chemins de fer, postes et télégraphes, finances, etc., se trouveront relativement épargnés, parce que le nombre d'hommes mobilisés y a été réduit au minimum pour ne pas désorganiser les services. Les ouvriers des villes auront été aussi relativement épargnés parce qu'ils auront été mobilisés dans les usines de guerre. La classe qui aura payé le plus lourd tribut sera la population agricole, celle qui, ayant l'habitude de remuer la terre et de creuser les sillons, aura été par là même toute désignée pour creuser l'immense tranchée qui va de Calais à Belfort, et dont la plus grande partie y restera. Et il y a aussi la jeunesse intellectuelle, les élèves sortis de nos grandes écoles, ingénieurs des Ponts et Chaussées et des Mines, professeurs de l'École Normale, qui, désignés par leur instruction pour être officiers de réserve, auront payé à la mort une part démesurée. La proportion des tués ou disparus dans ces écoles, au bout de dix-sept mois de guerre, était de plus d'un tiers; après trente-six mois de guerre elle serait donc de plus des deux tiers.

Un socialiste français, Saint-Simon, dans un pamphlet fameux connu sous le nom de « parabole de Saint-Simon » et qui d'ailleurs a fait sa célébrité beaucoup plus que tous ses autres écrits, disait : « Supposons que la France perde ses cinquante premiers ingénieurs, ses cinquante premiers chimistes, ses cinquante premiers physiciens, ses cinquante premiers sculpteurs, ses 50 premiers

charpentiers, etc., et l'énumération se déroulait ainsi pendant vingt pages, puis l'auteur concluait : « Cette disparition des trois mille premiers savants, artistes et artisans de la France ferait de la nation un corps sans âme et elle tomberait immédiatement dans un état d'infériorité vis-à-vis des nations dont elle est aujourd'hui la rivale ». Après quoi, Saint-Simon recommençait avec une ironie superbe, une nouvelle nomenclature : « Supposons que la France ait le malheur de perdre le même jour Monsieur, frère du Roi, Mgr le Duc d'Angoulême... ses cinquante plus grands propriétaires, etc., etc. », et terminait par cette conclusion : « Cette perte affligerait les Français parce qu'ils ont bon cœur, mais il n'en résulterait aucun mal pour l'État ». Cette seconde partie de la Parabole n'a rien à faire avec notre sujet d'aujourd'hui, mais la première au contraire se trouve terriblement réalisée et beaucoup plus que réalisée, infiniment dépassée par la guerre actuelle. Ce meurtre de l'élite, comme on l'a éloquentement nommé, ne porte plus sur un chiffre de trois mille mais des centaines de mille et alors la conclusion angoissante de Saint-Simon, à savoir que la France en ce cas deviendrait « un corps sans âme et tomberait dans un état d'infériorité vis-à-vis des autres nations », ne s'impose-t-elle pas ?

Il est vrai qu'en ce qui concerne l'infériorité vis-à-vis des autres nations, on pourrait croire qu'elle ne se ferait pas sentir parce que toutes les grandes puissances, sauf les États-Unis, auront été également frappées. Mais ce serait une grosse erreur, car il n'est pas vrai que les autres pays aient été aussi frappés que la France, sauf la Serbie. L'Angleterre et l'Italie, la Belgique même, ont beaucoup moins de morts, même proportionnellement à leur population. La Russie en a beaucoup plus, mais qu'est-ce que 2 ou 3 millions de morts pour une population qui augmente chaque année précisément de 2 à 3 millions d'âmes ? L'Allemagne aussi a peut-être plus de morts que la France en nombre absolu, pas en nombre proportionnel ; et, en tout cas, sa population s'accroît ou s'accroissait avant la guerre de 8 à 900.000 par an, tandis que la population de la France reste, on le sait, à peu près stationnaire, ou du moins ne s'accroissait que de 20 à 30.000 par an. En supposant que ce taux d'accroissement se maintînt, il faudrait donc, pour remplacer les 2.300.000 manquants, exactement cent ans.

II

Vous voyez donc que je n'ai pas cherché à nier, ni à atténuer la gravité des obstacles qui vont s'opposer au relèvement économique de la France. Et dans ces conditions, l'affirmation que j'énonçais tout à l'heure, à savoir qu'il dépendra de la France, si elle le veut, d'augmenter sa production dans une proportion suffisante pour compenser les charges de la guerre pourra paraître singulièrement téméraire ou inspirée par un chauvinisme peu scientifique. Eh bien ! pourtant je la maintiens. Oui, la France, si elle le veut, pourra produire beaucoup plus qu'elle ne l'avait fait jusqu'à présent. Et je vais vous en donner une preuve irréfutable.

Regardez ce qui se passe en France depuis deux ans et trois mois. Tous les hommes valides et même bon nombre d'invalides ont été mobilisés, environ 5 millions d'hommes. Je ne dis pas qu'ils soient tous au feu, mais, embusqués ou non, ils sont sous la capote bleu horizon et enlevés à la vie civile : ils ont tous quitté la ferme, l'atelier, le magasin, le bureau. Ils ne font plus rien, économiquement parlant. En outre, vous voyez 2 ou 3 millions d'hommes ou femmes qui travaillent dans les ateliers, mais qui ne travaillent à rien d'autre qu'à approvisionner les mobilisés en fait d'armes, de munitions, d'équipements, donc qui ne font aussi aucun travail productif. En sorte qu'il ne reste guère pour tous les travaux économiquement productifs, pour nourrir, vêtir, approvisionner, reconforter toute la France, que des hommes âgés, des retraités, des enfants, des femmes.

Ce n'est pas tout : une partie de la France est occupée par l'ennemi, pas très étendue comme superficie, environ 4 p. 100 du territoire de la France, mais celle qui est la plus dense en population, en richesses, en forces productives. C'est dans la zone envahie, séparés de nous par la barrière infranchissable jusqu'à présent de la tranchée ennemie, que se trouvent environ les quatre cinquièmes de nos mines de fer, les deux tiers de nos mines de charbon, le cinquième des fabriques de textiles, la presque totalité des raffineries de sucre (sans compter les grandes distilleries d'alcool!) et même les terres à blé à culture la plus intensive, produisant environ un quart de la récolte totale de la France.

Il n'est donc pas exagéré de dire que la capacité productive de la France se trouve depuis deux ans réduite des trois quarts, tout

au moins des deux tiers. Et pourtant, depuis deux ans et plus, la France vit et même elle vit bien ! C'est un fait. Il en est bien peu qui puissent dire qu'ils souffrent de la famine : il y a beaucoup moins d'indigents qu'avant la guerre : il n'y en a même plus du tout. Non seulement pour tout le monde il y a le nécessaire, mais il y a aussi le luxe et même trop souvent un luxe insolent. Par conséquent, la France suffit à peu près à ses besoins avec une main-d'œuvre et des ressources réduites dans des proportions invraisemblables. Et ce fait, sur lequel il ne me semble pas qu'on ait beaucoup appelé l'attention du public, restera comme la plus étonnante révélation de cette guerre ; il ne sera jamais oublié. Avant la guerre il n'y avait pas un économiste ou homme d'affaires qui la crût possible. Il n'y en avait pas un qui ne tint pour certain qu'au bout de quelques mois la guerre finirait faute de ressources, par un arrêt total de la production. C'est qu'on ne soupçonnait pas quelles sont les énergies latentes qu'un peuple porte en lui et quelle est, en temps normal, l'énorme proportion de travail qui est gaspillée en pure perte dans des consommations inutiles et de pure fantaisie !

Voilà ce que je voulais démontrer. Sans doute cette démonstration est un peu trop simpliste et j'ai hâte de la rectifier et de l'amender. Certes ! il est exagéré de dire que la France se suffit à elle-même en ce moment, car pour beaucoup de denrées la production ne suffit pas à la consommation et il faut recourir à l'étranger pour combler le déficit. De là ces phénomènes qui frappent si vivement l'attention : la hausse du prix, la pénurie de certaines denrées, des importations énormes de marchandises d'outre-mer que nos ports ne suffisent pas à recevoir ni nos chemins de fer à dégager, une hausse du change sur les pays étrangers résultant de la difficulté de trouver les moyens de les payer, — et les mesures prises par le gouvernement pour taxer les prix, pour réquisitionner les produits nécessaires à la vie chez le producteur, pour prohiber les importations d'articles de luxe, et, depuis peu, pour contraindre les consommateurs à restreindre les quantités consommées, à économiser.

Oui, il est vrai que nos importations de l'étranger ont augmenté de plus de 3 milliards par an, passant de 6 1/2 milliards à près de 10 milliards (sans tenir compte de la hausse des prix). Mais prenons même ce chiffre. La consommation totale de la France étant

de 30 milliards au moins, si elle doit importer aujourd'hui 3 1/2 milliards de plus, cela ne représente qu'un déficit d'un dixième environ dans ses besoins. Elle produit donc tout de même par ses propres moyens les neuf dixièmes de ce qu'elle produisait en temps normal : disons, pour tenir compte aussi de la raréfaction des produits, qu'elle ne produit que les quatre cinquièmes, les trois quarts, les deux tiers même, si vous voulez, de ce qu'elle produisait à l'état normal. Il n'en résulte pas moins ceci : c'est qu'elle produit au moins les deux tiers de ce qu'elle produisait avant la guerre avec une main-d'œuvre et des facteurs de la production réduits de plus des deux tiers.

La démonstration peut être présentée sous cette forme schématique. Voici, avant la guerre, 100 hommes qui produisaient 100 : actuellement, il n'y a plus que 30 hommes et ils produisent 60. Donc, la productivité de chacun d'eux a doublé. Mais nous n'en demandons pas tant, puisque nous nous contenterions d'une augmentation d'un cinquième ou sixième qui suffirait à payer les charges de la guerre.

Je considère donc comme absolument établie cette thèse que si, la guerre une fois terminée et chaque mobilisé ayant repris sa place de travail, chacun continuait à travailler pour les œuvres de la paix comme il travaillait pour les œuvres de la guerre, la France sortirait de cette guerre non point appauvrie, mais au contraire merveilleusement enrichie ou tout au moins riche d'énergies potentielles.

Mais comment expliquer ce phénomène ? C'est que, il faut bien l'avouer, dût cet aveu être un peu humiliant pour notre amour-propre de Français, la France avant la guerre, quelle que fût la réputation qu'on lui eût faite d'être le pays du travail et de l'épargne, était très en retard pour la production. Elle était loin de produire ce qu'elle aurait pu, ce qu'elle aurait dû produire, comme terre, comme capital, comme travail.

La terre de France ne produisait point assez. Elle ne venait qu'au douzième rang entre les pays comme rendement de blé par hectare. Elle ne produisait guère que la moitié ou tout au plus les deux tiers de ce que produisait l'Allemagne pour toute culture de céréales ou même de pommes de terre¹. Et pourtant la terre de France, cette

¹ Ce fait a été parfois contesté, notamment par le secrétaire perpétuel de l'Académie

terre généreuse qui depuis tant de siècles est docile à la culture, la terre classique du pain et du vin, est loin d'être épuisée. Elle devrait produire assez non seulement pour suffire à la consommation de sa population, mais pour exporter des aliments, étant donné surtout le fait que la densité de sa population est plus faible que dans tout autre pays. Pourtant tel n'est point le cas : la France, année normale, importait pour 17 à 1.800 millions, parfois 2 milliards de francs de denrées d'alimentation (dont 500 millions de céréales) et n'en exportait que pour 6 à 800 millions.

Ce n'est pas seulement de son sol que la France ne tirait pas suffisamment parti, c'est aussi de son sous-sol et de ses forces naturelles. Il est vrai qu'à cet égard elle est moins bien dotée que d'autres pays. Elle n'a pas assez de mines de charbon pour sa consommation. Mais on a découvert récemment qu'elle avait les plus riches gisements de fer de l'Europe. Elle aurait pu s'en apercevoir plus tôt. Et à qui doit-elle cette découverte ? En partie aux Allemands qui, en venant créer une colossale exploitation de minerai de fer aux portes de Caen, sur la vieille terre de Normandie, lui ont révélé une richesse qu'elle ignorait ou négligeait.

Il y a aussi ses chutes d'eau. Si la France est mal dotée comme

d'agriculture dans une enquête faite par la *Revue hebdomadaire* cette année et publiée sous le titre : *Les réparations nécessaires*.

L'auteur de l'article dit que l'infériorité de rendement en blé tient simplement à ce que la France cultive en blé une beaucoup plus vaste étendue que les autres pays, que l'Allemagne notamment, ce qui fait que les moyennes ne sont pas comparables. « On oublie, dit-il, que quand on veut se servir de documents de ce genre, il faut savoir les lire ».

L'argument pourrait paraître fondé si l'infériorité n'existait que pour le blé, mais comme elle existe pour presque toutes les cultures, même pour celles qui, comme le seigle et les pommes de terre, occupent en Allemagne des superficies beaucoup plus étendues qu'en France, l'argument ne tient pas debout. Le petit tableau ci-dessous suffira pour éclairer quiconque « sait lire ».

Voici les chiffres comparés des rendements (en quintaux) par hectare en France et en Allemagne dans la dernière période quinquennale (1910-1914) :

	Blé	Seigle	Orge	Avoine	Pommes de terre
France	12,9	10,2	13,9	12,9	81,8
Allemagne.....	21,3	17,8	20,5	19,4	135,8

Si l'on totalise ces chiffres et qu'on les traduise en tant pour cent, nous avons :

France	100
Allemagne.....	160

L'Allemagne elle-même est d'ailleurs dépassée par bien d'autres pays tels que le Danemark.

houille noire, elle est, au contraire, très richement dotée comme houille blanche, comme on l'appelle, grâce aux torrents qui se précipitent des Alpes, des Pyrénées et même du grand plateau Central, environ 8 à 10 millions de chevaux-vapeur qui, s'ils étaient utilisés, équivaudraient à la combustion annuelle de 30 millions de tonnes de charbon (la production totale de la France est de 40 millions de tonnes). On a commencé, il est vrai, à les utiliser, mais les hésitations du Gouvernement et du Parlement sur le régime à appliquer à cette propriété nouvelle ont laissé aux accapareurs le temps de s'en emparer et parfois de la gâcher. N'importe : il y a là un grand avenir pour l'industrie française.

La France n'utilisait pas ses admirables ports. Aucun pays d'Europe n'en a davantage et de si beaux et sur les deux mers. Elle en a même trop, ce qui fait que, dispersant ses efforts entre cent, elle n'en a point qui soit suffisamment aménagé. Il y en a même qui ne le sont point du tout, comme l'immense rade naturelle de Brest et, sur la Méditerranée, l'étang de Berre, que la nature semblait avoir façonné tout exprès. Pourtant, pour celui-ci, les travaux d'aménagement ont déjà commencé.

La France n'utilisait pas les ressources illimitées de son empire colonial, le plus vaste et le plus riche du monde après celui de l'Angleterre et qui suffirait pour lui procurer toutes les matières premières et produits exotiques, à commencer par le coton.

La France n'utilisait peut-être pas pour le mieux ses capitaux et son épargne. Toutefois, je ne dis ici que « peut-être », car il y a matière à discussion. On se plaint que la France ait dispersé ses capitaux aux quatre coins du monde, chez des étrangers, parfois chez des ennemis, alors qu'elle laissait en souffrance l'industrie nationale ou même lui refusait les moyens de se constituer. Mais, d'autre part, il ne faut pas oublier qu'il est très précieux pour un pays d'avoir des capitaux placés à l'étranger et que jamais l'utilité de ces placements n'a été mieux mise en lumière que par la guerre actuelle. Elle nous a même donné sujet de regretter que nos placements à l'étranger n'aient pas été plus multipliés. Mais, néanmoins, il peut y avoir une part de vérité dans la critique adressée aux Français en ce qui concerne les placements de leurs capitaux. Réservons la question.

Mais c'est du facteur le plus important de la production, du travail surtout, qu'il faut dire qu'il ne produit point assez — ni le

travail manuel des ouvriers, ni le travail d'initiative et d'organisation des patrons. Pourquoi? Est-ce paresse naturelle? Non, le Français n'est pas plus paresseux que l'homme des autres pays et l'effort qu'il fournit en ce moment, je ne parle pas de l'effort militaire, mais de l'effort industriel, suffirait pour le démontrer. Mais si le travail français ne donne pas en temps normal tout ce qu'il pourrait donner, cela tient, pour les entrepreneurs et chefs d'industries, à un certain manque d'ambition, à une certaine modération, disons mieux, à une certaine médiocrité dans les désirs qu'on pourrait même, si on se plaçait au point de vue moral et non au point de vue économique, qualifier de vertu. Au temps de ma jeunesse, j'avais un oncle qui avait fait fortune dans un commerce assez singulier, celui de la soie qu'on emploie pour recouvrir les parapluies. Quand il était entré dans ce commerce, il s'était fixé à lui-même une certaine somme assez modeste, 5 ou 600.000 francs, je crois, en tout cas fort au-dessous du million de rigueur, à laquelle il s'arrêterait. Il l'atteignit à un âge peu avancé, vers 45 ans, je crois. Et aussitôt, fidèle à son vœu, il se retira des affaires — et fit, d'ailleurs, un excellent usage de sa fortune, l'employant à voyager pour s'instruire et surtout en bonnes œuvres, en sorte que le moraliste n'a rien à reprendre à cette conception de la vie et peut être même doit la louer; mais l'économiste, surtout quand il se place au point de vue national, doit regretter que cette féconde activité n'ait pas continué à s'exercer pour enrichir, non l'individu qui l'exerçait, mais la France. Si cet oncle eût été un oncle d'Amérique, au lieu de s'arrêter à la borne qu'il s'était fixée à lui-même, il aurait continué sans s'arrêter, sans prendre le temps de souffler, jusqu'à ce qu'il fût devenu milliardaire ou multimilliardaire comme Van der Bilt, comme Pierpont Morgan, comme Rockefeller. Il n'en aurait pas été plus heureux, oh! certes, non — mais la France en eût été plus riche.

En ce qui concerne la classe ouvrière, le médiocre rendement du travail manuel tient à une autre cause : il tient à la volonté arrêtée et réfléchie de l'ouvrier de ne pas produire davantage. L'ouvrier, qu'il soit industriel ou agricole, restreint sa production de parti pris. Et pourquoi? parce qu'il est convaincu que s'il produisait davantage, s'il produisait tout ce qu'il peut donner, le seul résultat de cet excès de zèle, ce serait : 1° de procurer à son patron un supplément de bénéfices et d'aggraver ainsi l'exploita-

tion dont il est victime; 2° de priver de travail quelque camarade en dispensant le patron de recourir à lui. Si je doublais mon travail, se dit l'ouvrier, le patron n'aurait besoin que d'un ouvrier au lieu de deux et congédierait l'un des deux.

Les syndicats entretiennent cette conviction dans l'esprit de l'ouvrier et même en font une règle obligatoire pour tous les syndiqués. Les règlements des syndicats indiquent très souvent le nombre de pièces que l'ouvrier ne doit pas dépasser dans sa journée, et, alors même que les règlements ne le disent pas, les vétérans du syndicat ne manquent pas de donner ces instructions aux nouveaux venus et de modérer le zèle des débutants.

Souvent même cette limitation voulue dans la production va jusqu'au sabotage, ce qu'on appelle, dans la langue bizarre du métier, le sabotage « perlé », c'est-à-dire celui qui ne détruit pas l'instrument ou la matière première, mais qui gâche systématiquement le temps et rend le travail stérile. Tous les directeurs d'entreprise qui ont eu affaire à des ouvriers, que ce soit à la ville ou aux champs, vous diront que « les ouvriers ne font plus rien aujourd'hui ».

C'était là, déjà avant la guerre, un grand danger pour l'industrie nationale : combien plus après la guerre, alors qu'il faudra donner le coup de collier que j'indiquais tout à l'heure ! Quels sont les moyens d'y porter remède ? Ce sera la plus grave des questions qui se posera au lendemain de la guerre et l'on va voir aux prises des solutions bien opposées.

Faudra-t-il chercher un remède dans un retour en arrière, dans la dissolution des syndicats, ou tout au moins dans la renonciation définitive par ceux-ci des mesures restrictives auxquelles ils ont déjà volontairement et temporairement renoncé pour autant que durera la guerre ? Comme aussi dans l'abrogation ou dans l'atténuation des lois qui limitaient la durée de la journée de travail et qui, de douze heures, l'avaient fait descendre en fait à dix heures, en attendant la journée de huit heures ? — Telle est la solution que les économistes de l'école libérale préconisent plus ou moins ouvertement et dont l'expression est revenue bien souvent, ces derniers temps dans le grand organe de la bourgeoisie libérale, dans le journal *Le Temps*.

Nous repousserons énergiquement cette solution. Les conquêtes, si péniblement acquises au cours de la dernière génération par les

syndicats et par la législation ouvrière, ne devront pas être remises en question, sauf certaines améliorations toujours possibles. Tout spécialement le raccourcissement de la journée de travail, indispensable à la civilisation de la classe ouvrière, devra être maintenu. Ce n'est pas dans la prolongation du temps du travail mais dans l'intensification du travail qu'il faudra chercher l'accroissement de productivité désirable. Et cette intensification peut avoir précisément pour condition le raccourcissement de la journée, de même que le muscle ne peut fournir un effort qu'en se contractant. Le régime des longues journées, que les nécessités de la guerre ont introduit dans les ateliers, non seulement pour les hommes mais pour les femmes, ne pourrait être prolongé après la guerre sans porter le plus grave dommage au développement physique et moral de la génération ouvrière.

Faudra-t-il chercher le remède, comme nous y invite une école dont le nom est assez significatif, l'École de la Paix sociale, en mettant fin à la lutte des classes, en consacrant entre le capital et le travail, entre l'ouvrier et le patron, cette union sacrée qui a été proclamée et réalisée non seulement dans le monde politique, mais aussi, pour toute la durée de la guerre, dans le monde du travail?

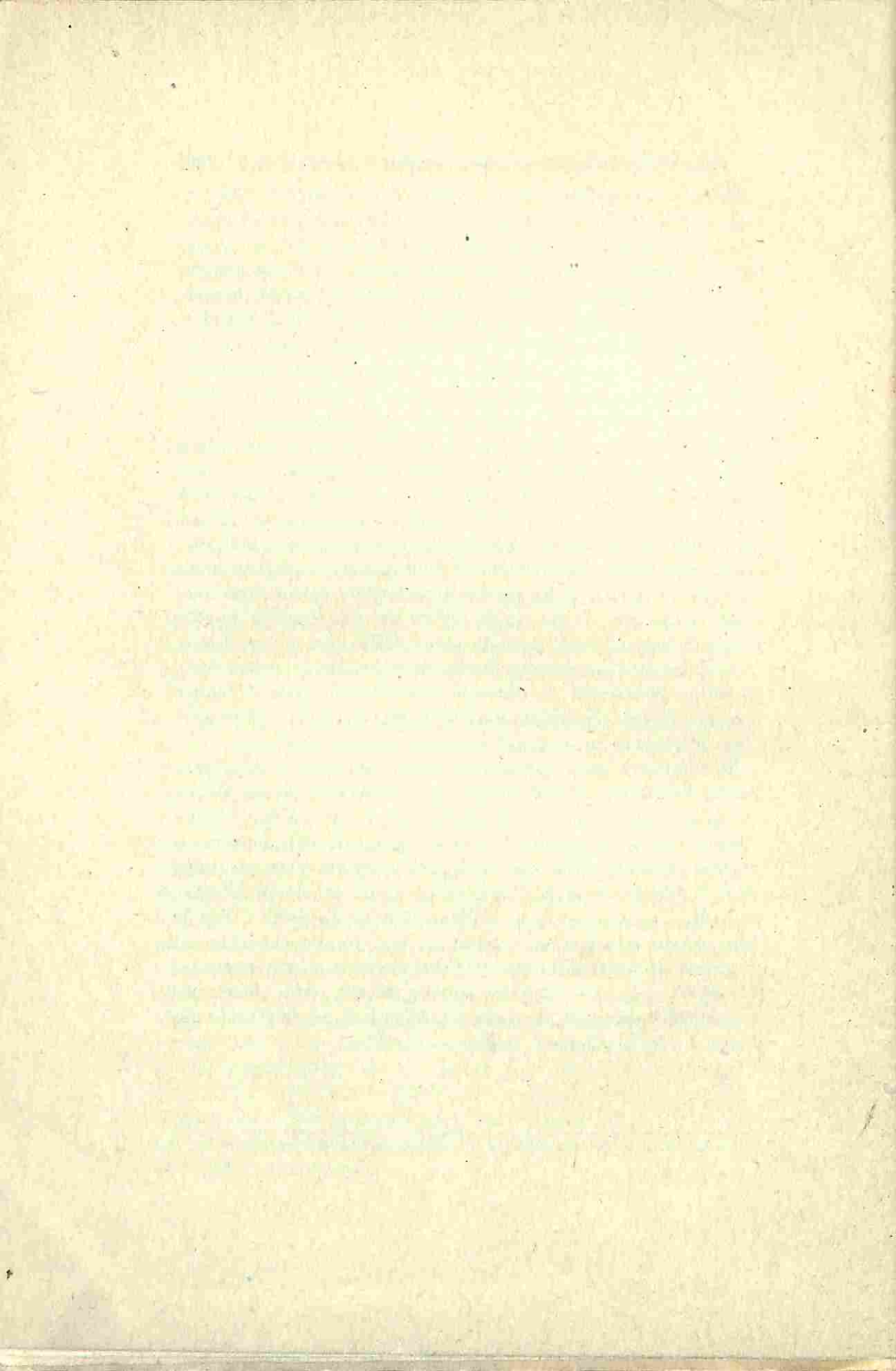
Sans doute, cette solution serait très préférable à la précédente ; il est certain que puisque l'ouvrier restreint sa production par défiance et par haine du patron, le meilleur moyen de désarmer cette volonté hostile serait d'apprendre à l'ouvrier à considérer le patron comme son protecteur naturel et de restaurer ainsi les sentiments bienveillants, les rapports de patronage d'une part et de déférence confiante d'autre part, qui existaient autrefois entre patrons et ouvriers. Mais la chose est-elle possible? Nous en doutons fort. Il n'est pas impossible que la guerre crée entre ceux qui auront subi les mêmes épreuves et vécu dans les mêmes tranchées des sentiments de solidarité qui pourront subsister après que chacun aura repris sa place dans la hiérarchie sociale. Ce n'est pas impossible, mais ce n'est pas certain non plus, car la guerre elle-même pourra bien créer, même entre compagnons d'arme, des sujets nouveaux de rancune, et en tout cas il est peu probable que les ouvriers qui reviendront avec la croix de guerre ou des citations, se montrent moins exigeants dans leurs revendications vis-à-vis des patrons qui seront restés des « civils » et qu'ils estimeront avoir été sauvés par eux!

Au reste, il ne suffit pas de réconcilier l'ouvrier avec le patron ; il s'agit, si j'ose dire, de réconcilier le travailleur avec son travail.

La seule solution serait de prouver à l'ouvrier qu'il n'est pas exploité, comme il le croit, ou du moins de lui fournir la preuve qu'il ne le sera plus. Ce serait de lui prouver qu'il peut augmenter sa production et la porter à son maximum sans avoir à craindre de faire par là uniquement le jeu de son patron, mais tout au contraire en sachant qu'il servira par là ses propres intérêts en même temps que ceux de toute l'industrie et de son pays. Comment s'y prendre pour lui donner cette certitude, sinon en modifiant le régime du salariat ? Sera-ce par un retour à l'institution assez discréditée de la participation aux bénéfices, mais qui pourrait revivre peut-être sous la forme plus nouvelle de l'actionnariat ouvrier, des sociétés de travail ? Sera-ce en remplaçant le patronat par l'institution, si française dans ses origines historiques, de l'association coopérative de production ? Sera-ce dans la généralisation du contrat collectif que les patrons accepteraient volontiers si seulement on trouvait le moyen de lui assurer une sanction du côté ouvrier ? Sera-ce plutôt dans le sens préféré par les syndicats, c'est-à-dire dans une sorte de partage de la direction dans l'atelier, le patron conservant la direction commerciale, mais le corps ouvrier dirigeant l'emploi de son propre travail, solution assez bien ébauchée dans ce qu'on appelle la commandite ouvrière ?

En tout cas, et quel que soit le moyen employé, il ne pourra donner le résultat cherché, c'est-à-dire déterminer l'ouvrier à donner tout ce qu'il peut, à travailler pour les œuvres de paix comme il travaille pour les œuvres de guerre, qu'autant qu'il donnera au travailleur la conviction que ce moyen comporte plus de justice dans l'organisation et la rémunération du travail. Pour l'ouvrier et surtout, puis-je dire, pour l'ouvrier français, la justice a plus de prix qu'une élévation du salaire. La paix sociale elle-même est subordonnée à cette condition. Qu'il s'agisse de la guerre de classes comme de la guerre entre les nations, la paix, sans doute, est éminemment désirable, mais elle n'est pourtant pas le premier des biens. La Justice d'abord, la Paix — après !

Ch. GIDE.



A NOTRE LIBRAIRIE

- Essai sur la formation de l'Esprit public allemand**, par JACQUES FLACH, membre de l'Institut, Professeur au Collège de France. — 3^e édit. 1916, 1 vol. in-16..... 3 fr. »
- L'épuisement de l'Allemagne et le devoir actuel de la France**, par GEORGES BLONDEL. — 1915, 1 vol. in-16 1 fr. 50
- Les affinités françaises de l'Alsace avant Louis XIV et l'iniquité de sa séparation de la France**, par JACQUES FLACH, membre de l'Institut, professeur au Collège de France. — 1915, 1 vol. in-16 2 fr. 50
- Le droit de la force et la force du droit**, par JACQUES FLACH, membre de l'Institut, professeur au Collège de France. — 1915, 1 vol. in-16 1 fr. 50
- La question du Danube. Histoire politique du Bassin du Danube**, par G. DEMORGNY, docteur en droit, diplômé de l'École coloniale. — 1911. 1 vol. in-16..... 5 fr. »
- Entre Drave et Save. Études économiques, politiques et sociales sur la Croatie-Slavonie**, par RENÉ GONNARD, professeur à la Faculté de droit de Lyon. — 1914, 1 vol. in-12..... 3 fr. 50
- La caste dominante allemande. Sa formation. Son rôle.** — I. *Idéologie de caste*. II. *L'Allemagne, la conquête économique et la guerre*, par MAURICE MILLIOUD, professeur de Sociologie à l'Université de Lausanne. — 1915, 1 vol. in-16..... 2 fr. 50
- Comment payer les frais de guerre. La fortune de l'Allemagne et celle des Alliés**, par DANIEL BELLET, secrétaire perpétuel de la Société d'Économie politique, professeur à l'École libre des Sciences politiques et à l'École des Hautes Études commerciales, lauréat de l'Institut. — 1915, 1 vol. in-16..... 2 fr. 75
- Les forces de la France d'hier et de demain**, par LÉON POLIER, professeur à la Faculté de droit de Toulouse. — 1915, 1 vol. in-16 3 fr. »
- La question persane et la guerre. Les accords anglo-russo-persans de 1907 et 1912.** — *L'influence française et l'effort allemand en Perse*. Avec une carte de Perse, par G. DEMORGNY, ancien secrétaire général de la Commission européenne du Danube, jurisconsulte du Gouvernement persan, professeur à l'École des Sciences politiques de Paris. — 1916, 1 vol. in-16..... 4 fr. 50